

**Dissertation de grands problèmes juridiques internationaux**

**Sujet : L'OMC et l'environnement**

Ces quinze dernières années, les débats sur la protection de l'environnement sont de plus en plus fréquents sur la scène nationale et internationale. Des groupes de recherches, des groupes d'enquêtes et des accords multinationaux vont voir le jour dans le but de trouver des solutions concrètes au regard de l'environnement et du monde dans lequel nous vivons.

L'environnement se définit comme l'ensemble des éléments (biotiques ou abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins », ou encore comme « l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines ».

Cet engouement collectif à vouloir préserver le patrimoine humanitaire est le fruit d'un long combat mené par les Organisation Non Gouvernementale (ONG) et les Organisations internationales pour imposer cette problématique au sein des débats interétatiques. L'un des constat les plus pertinents qui est ressortis de ces débats est que la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement doit se faire en accords avec le commerce internationale, pour que les Etats puissent échanger les mesures et les techniques de protection de l'environnement à travers leurs relations commerciales.

C'est pourquoi, le GATT (Accords général sur le Commerce et les Tarifs Douaniers) et ensuite l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) se sont vu attribuer un rôle de gardien des questions environnementales en plus de leur mission première qui est la gestion du système commercial internationale et pivot au sein des négociations commercial multilatéral. Et cela s'explique par le rapport qui existe entre l'environnement et le commerce et la création d'un comité du Comité du Commerce et de l'Environnement (CCE) qui est chargé de l'étude des relations commerciales et environnementales dans les domaines du commerce, des marchandises, des services et des droits de propriété intellectuelles.

Le dernier débat en date est celui de Copenhague où s'est déroulé le sommet de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le climat. L'objet de cette rencontre était bien entendu de trouver des solutions concrètes pour ralentir le réchauffement climatique, mais aussi de s'arrêter sur un accord commun pour réduire l'impact des activités des grandes puissances, notamment commerciales, sur l'environnement.

Le résultat assez décevant de cette rencontre, confirme que l'environnement n'a pas encore permis de rallier toutes les puissances mondiales. Et cet échec amène à se demander si l'OMC peut elle considérée comme la porte parole de la cause environnementale et si son action a contribuer à l'évolution de la protection de l'environnement ?

Pour pouvoir se prononcer sur cette question, il faut rappeler que le couple environnement et GATT-OMC a connu un début difficile (1), et que aujourd'hui malgré des mesures la multitude de mesures existantes ce couple peine à obtenir une légitimité convaincante (2).

## **I. LES DEBUTS DU COUPLE OMC-ENVIRONNEMENT**

L'accord général qui créa le GATT en 1947, ne faisait réellement pas allusion à la protection de l'environnement. C'est à partir des années 70 que des mesures internationales vont commencer à apparaître (A) pour pouvoir pallier au manque de références, dans le but de régler les différents qui vont naître du couple OMC- environnement(B).

### **A. La lente apparition de la problématique environnement- commerce international au sein du GATT – OMC**

A l'origine des accords du GATT du 30 Octobre 1947, aucune dispositions ne traitaient concrètement de la protection de l'environnement. Seul l'article 20(chiffre romain) paragraphe b reconnaissait le droit aux Etats membres de prendre les mesures « nécessaires à la protection de la santé et à la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, ou se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables ». En utilisant un vocabulaire différent de celui d'aujourd'hui article apparaissait comme une dérogation à la règle générale de négociations et à la clause de la nation la plus favorisée (NPF).

Il ne devait en aucun cas constituer des restrictions déguisées du commerce. Ainsi la protection de l'environnement ou plutôt de ses composants était cantonnée au titre d'exceptions générales de l'article 20(chiffre romain).

C'est à partir des années 70 que les lois sur l'environnement vont apparaître petit à petit dans les pays développés et constituer la base des échanges internationaux. Notamment en 1972 avec la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm le 16 juin 1972. Il est reconnu «que la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources naturelles sont des questions majeures qui affectent le bien être des populations et le développement économique dans le monde entier ». C'est aussi à partir de cette date que la notion de développement durable va apparaître. S'ensuit une série de convention comme celle de 1973 sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvage menacée d'extinction (CITES) qui soumet le commerce des espèces à un régime très strict d'autorisation préalable, la Convention de Vienne de 1985 sur la protection de couche d'ozone ou encore le protocole de Montréal 1987 qui vise à protéger l'environnement des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Enfin le sommet de RIO de 1992 » le sommet de la terre » qui a adopté une déclaration peu contraignante juridiquement mais tendait à créer un système économique international ouvert, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays.

Entre 1947 et 1980 le GATT n'a pas vraiment réagi sur les questions environnementales, hormis le Tokyo round où le GATT a tenté de mesurer les effets négatifs des politiques environnementales sur le commerce mais rien de très concret. Comme le traduit la création en 1971 du groupe de travail sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international qui n'a pas été réuni jusqu'en 1991.

C'est à partir de cette date que le groupe va commencer à travailler sur les questions environnementales en publiant en 1992 une étude concluant de la possibilité de concilier le

développement des échanges et la protection de l'environnement . Et va devenir l'instance d'examen des questions environnementales liées commerce. Il allait notamment traiter des mesures environnementales sur le commerce international , les liens entre les règles du système commercial multilatéral et les dispositions commerciales des accords environnementaux multilatéraux (AEM), la transparence des réglementations environnementales nationales et des effets sur le commerce.

L'OMC dès sa création 1994 a pris en compte les questions d'environnement et a accompagné l'apparition du Comité du Commerce et de l'Environnement (CCE).

Cependant la création de cet organe a aussi donné le coup d'envoi d'une série de différents que l'OMC devra trancher.

## **B. Les difficultés rencontrées par la cause environnementale sur le commerce internationale**

Avant 1994, le GATT n'avait pas vraiment agi concrètement en faveur de l'environnement. Dans ses débuts, comme nous l'avons dit, la protection de l'environnement était considérée uniquement comme une exception. L'utilisation de ce grief avait plusieurs limites. En effet, les mesures en cause ne devaient pas constituer « des discrimination arbitraires ou justifié entre les pays ou les mêmes conditions existent ». De plus, elles ne doivent pas s'analyser en des « restrictions déguisée au commerce international ». C'est sur ces fondements que des différents commerciaux liés à la protection de l'environnement vont apparaître. Plusieurs groupe spéciaux du GATT ont du se prononcer sur la licéité des restrictions mis en place par certains Etats et notamment les Etats-Unis(EU) à l'importation fondées sur la protection de l'environnement. Comme ce fut le cas dans la célèbre affaire opposant le Mexique s'était vu imposer la restriction ses exportations de Thon en direction des EU, au motifs que les techniques de pêches utilisés mettaient en danger la condition des dauphins, espèce spécialement protégé par les lois américaines. L'embargo visait également les pays intermédiaires, par lesquels transitait le thon provenant du Mexique et destiné aux EU. Dans ce différent, le Costa Rica, l'Espagne, l'Italie et le Japon et avant eux, les Antilles Néerlandaises, la France et Royaume-Uni étaient les pays intermédiaires. Le Mexique à demandé l'établissement d'un groupe spécial au sein du GATT, puisque chaque différend devait être soumis au mécanisme de règlement des différents du GATT ou de l'OMC. Le groupe spécial a estimé que les EU ne pouvaient pas frapper d'embargo les importations de thon en provenance du Mexique car le GATT n'autorisait pas « les Etats à prendre des mesures commerciales en vue de faire appliquer ses propres lois nationales dans un autre pays même pour protéger la santé des animaux ou des ressources naturelles non renouvelables ».

D'autre différents ont du être réglés par des groupes spéciaux de l'OMC.

Et ce qui en ressort de façon générale est que l'environnement a eu vraiment du mal à s'intégrer dans le système OMC. Le CCE a des compétences larges puisqu'il recouvre l'étude des relations entre les mesures commerciales et environnementales dans le domaine du commerce, des marchandises, des services ou des droits intellectuelles.

Et ce travail nécessite une approche positive pour garantir le respect de l'environnement. Mais ça n'a pas été le cas du système du GATT, et très rarement pour l'OMC. Notamment dans les l'affaire Essence nouvelles et anciennes formules en 1996, l'affaire Hormones en 1997, l'affaire crevettes en 1998, l'affaire crevettes et saumons de 1998 et enfin l'affaire de l'amiante en 2001. Ce dernier différend a été le seul à l'époque où l'ORD s'est prononcé en faveur de l'environnement.

Au vu de ces exemples, nous pouvons considéré que le GATT et ensuite l'OMC n'ont pas réussi à considérer la cause environnementale comme une règle mais plutôt comme une

exception. Dans les affaires citées plus tôt, l'ORD de l'OMC a connu des difficultés à relative à la compatibilité des mesures nationales de protection de l'environnement au regard de la liberté des échanges commerciaux. Et sa jurisprudence a donc été très peu favorable à l'environnement.

Jusqu'en 2001, la protection de l'environnement en générale, était dépourvu de réalisme et n'avait pas su s'imposer au sein de l'ORD. Même si des accords existait, dans les cas d'espèce, l'environnement « ne faisait pas le poids » vis à vis des échanges commerciaux et des enjeux financiers que la protection engageait. Enfin les risques de protectionnisme déguisé ou d'eco-dumping étaient trop important selon l'ORD pouvoir défendre cette cause.

Autrement dit, le couple OMC- environnement, dans les débuts n'ont vraiment fais bon ménage. Et on pourrait même considéré que l'action de l'OMC ne constitue en rien un soutien à l'environnement.

Ainsi, face à ce constat les organisations internationales et les Etats devaient agir dans l'urgence face à l'urgence climatique.

## **II. LA PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE**

La prise de conscience collective va s'exprimer par l'organisation du cycle de Doha en 2001(A) et la dernière conférence de l'ONU sur le climat en Décembre 2009, à Copenhague (B).

### **A. Doha round : « une pseudo » prise en compte des questions sur l'environnement**

L'OMC est aujourd'hui considéré comme un forum unique et permanent des négociations commerciales multilatérales et elle se devait d'agir rapidement dans le but de trouver une solution afin de pour au manque de résultats positifs sur l'environnement. En effet, ce domaine fait partie de ceux où l'OMC n'a pas vraiment apportés son savoir faire.

Il est nécessaire de rappeler que la conférence ministérielle de Doha a débuté dans un climat s'était où celle-ci était confrontée à des questions existentielles sur sa légitimité et son avenir suite à l'échec de la réunion de Seattle de 1999.

C'est pourquoi l'OMC avait tenu à ouvrir un nouveau cycle de négociations dans le but de trouver un accord sur un programme de travail de l'organisation. Ainsi en Novembre 2001, les premières négociations commerciales multilatérales de l'histoire de l'OMC ont débuté. Avec au programme un certain nombre de thèmes, comme l'agriculture, les subventions octroyer par l'organisation, le droit de propriétés intellectuelles. Et surtout les secteurs encore mal intégrés à L'OMC, l'investissement et bien sur l'environnement. Une des grandes missions du CCE était de chercher à harmoniser les accords multilatéraux sur l'environnement (AEM) et las accords passés dans le cadre de l'OMC. L'esprit des négociations était de dépasser l'idée d'incompatibilité des deux domaines, l'harmonisation devait se faire au détriment ni de l'un, ni de l'autre. Pour cela la coordination avec les AEM est très importante.

A la conférence de Doha, dans l'idée de renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement, les membres de l'OMC négociaient pour que les relations entre les AEM et l'OMC se limite à l'application des règles déjà existantes de l'OMC aux parties d'un AEM. Sans que cela ne porte préjudice aux membres l'OMC qui ne font pas parties des AEM.

De plus, les négociations portaient sur la possibilité que des informations puissent circuler entre les secrétariats de l'OMC et des AEM. Et que ces derniers obtiennent le statut d'observateur au sein de l'OMC.

Cependant, les négociations n'ont pas pris la tournure souhaitée. Le manque de consensus sur les négociations du statut d'observateur sont bloquées pour des raisons politiques et les négociations sur les informations se sont enlisées, car des groupes d'Etat se sont formés pour soutenir leurs idées. D'une part, un groupe d'Etat souhaitaient se concentrer sur des obligations commerciales spécifiques et explicites comme le Canada, les EU et l'Inde. Alors que d'autres souhaitaient avoir une approche plus globale pour traiter plus largement les principes fondamentaux qui sous-tendent la relation AEM-OMC, avec un objectif global.

Les Ministres ont essayé de négocier sur la réduction ou l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des biens et services environnementaux, comme les convertisseurs catalytiques, les filtres à air ou les services de consultants relatifs à la gestion des eaux usées.

Ils ont confiés au CCE « mandat spécial sur les questions de l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, les dispositions pertinentes sur l'accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce (ADPIC) et les prescriptions en matière d'étiquetage à des fins environnementales. Le développement durable deviendrait maître mot des travaux du CCE.

Bien que de efforts ait été constaté de la part de l'OMC et des Etats, le cycle de Doha a été clôturé en Juillet 2006, le constat est sans appel. Ce cycle dont le leitmotiv était le développement n'a fait qu'aggraver la situation des Pays en Développement, il était censé dynamiser leur croissance en adoptant des accords d'aide au développement à travers des transferts de technologie de protection de l'environnement. Mais les négociations n'ont pas permis de définir les biens et services environnementaux.

Les pays industrialisés ont laissé apparaître leur égoïsme sur la protection de l'agriculture et l'accession au marché. Cet égoïsme met en exergue la tendance à l'affaiblissement de la capacité collective internationale.

Qu'en ait-il aujourd'hui, à l'heure où les conséquences dans le monde, de la négligence des Etats industrialisés et des grosses firmes multinationales se constatent tous les jours. Et que aucuns accords commun tangible encadre les relations entre le commerce et l'environnement.

## **B. La tentative de Copenhague et Les désillusions des actions de l'OMC pour la protection de l'environnement.**

L'échec des négociations de Doha et l'incapacité de l'OMC d'atteindre les objectifs qu'elle s'était posée. Le nombre des critiques a été entendu à l'encontre de l'OMC. Notamment les PED qui considère que l'OMC qui se dit une organisation dont le seul but est d'harmoniser les dispositions commerciales et les mesures environnementales se révèlent être, en fait, la gardienne des intérêts des pays industrialisés. Effectivement, les PED se sont sentie au cours des négociations de Doha et celle qui l'ont procédé, complètement ignoré, voir lésé dans le processus de négociations. D'après les ONG qui suivent de près ses actions, L'OMC s'est vu conférer une puissance considérable par nos gouvernements. Les accords qu'elle gère depuis 1995 imposent un principe dans tous les domaines, aucun obstacle ne peut entraver les échanges. Toutes les dispositions en matière sociale, fiscale, d'éducation, de santé, d'environnement, de communication, de transport, etc., susceptibles de provoquer une discrimination dans la libre concurrence doivent être abrogées. Cette puissance de l'OMC est

tellement énorme que la plupart du temps, quand on la décrit, on ne rencontre que l'incrédulité. Et pourtant, l'essentiel des bouleversements intervenus depuis une vingtaine d'années trouvent leur origine dans les accords de l'OMC. « La dérégulation financière, la privatisation des activités de services, y compris l'éducation et la santé, le démantèlement du droit du travail, la remise en cause des acquis sociaux, la mise en concurrence de tous contre tous, le brevetage du vivant, la captation de toute la chaîne alimentaire par l'agrobusiness, les OGM, l'accès limité aux médicaments essentiels trouvent leur origine dans les accords de l'OMC, adaptés ensuite dans les traités européens et les directives européennes et, dernière étape, transposés dans le droit national. » C'est pourquoi, Les pays du Sud ont d'abord opposé une résistance radicale à tout accord sur les investissements et les marchés publics à Cancun (Mexique) en 2003. Vu le refus des Américains et des Européens de céder sur l'agriculture et leurs exigences exorbitantes en matière d'ouverture des marchés des pays du Sud aux produits manufacturés, les négociations sont au point mort. La protection de l'environnement de la part de l'OMC se résume en une multitude de déceptions.

A l'approche de la conférence sur le changement climatique, qui se tiendra à Copenhague sous l'égide de l'ONU, l'OMC a montré une image positive d'elle et de ses actions en faveur de l'environnement. C'est pour cela, qu'elle a tenu du 30 novembre au 2 décembre à Genève, sa 7e conférence ministérielle. Certains auteurs ont considéré que bien entendu, le choix des dates n'était pas innocent. Il s'agissait pour l'OMC « de peser sur les négociations sur le climat pour que le dogme du libre-échange et la liberté d'action des acteurs privés ne soient pas entravés ». Le sommet de Copenhague qui s'est déroulé du 7 au 18 décembre a eu le résultat que nous connaissons tous. La seule chose concrète qui en ressort est l'accord qui ne prévoit pas la réduction d'émission de gaz à effet de serre, qui n'a pas été signé par tous les Etats et qui a été signé in extremis juste avant la clôture des négociations. Encore une fois, ce sont les conflits d'intérêts qui ont pris le dessus sur le bon déroulement de ce sommet. Et un constat s'impose.

Le COP 15 était l'occasion pour les grandes puissances trouver des solutions concrètes pour limiter le réchauffement climatique. Il semblait que les négociations étaient vouées à l'échec. Tout simplement parce que les négociations et les mesures devaient prendre en compte les accords de l'OMC. L'OMC ou plutôt son directeur général Pascal LAMY avait redéfini les thèmes de réflexion de l'organisation : le renforcement des droits de propriété intellectuelle (les brevets) sur les technologies propres, la mise en concurrence des biens et services environnementaux et la possibilité de pénaliser les pays qui n'auraient pas mis en place un marché du carbone. Pour les ONG, « Renforcer la réglementation sur les brevets, c'est bloquer encore davantage tout transfert de technologies vers les pays qui en ont le plus besoin. C'est encourager le brevetage du vivant et une agriculture industrielle fortement émettrice de gaz à effet de serre et destructrice de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. Libéraliser les biens et services environnementaux sous la pression des firmes du Nord, c'est faire croire que le marché favorise la diffusion des technologies propres, alors que les 35 dernières années démontrent le contraire. Instaurer un marché du carbone ne contribue en rien à la diminution du gaz à effet de serre ».

C'est la raison pour laquelle nous pouvons considérer que, en dépit des actions que l'OMC a voulu mettre en place, celle-ci n'apparaît pas comme une organisation dont le but est la protection de l'environnement mais plutôt la protection de l'environnement dans la mesure où le commerce international n'en serait pas diminué. Et qu'il faudrait une entité, une organisation indépendante qui puisse gérer l'ensemble des questions environnementales. Le temps nous dira quelles sont les perspectives d'action collectives pour la suite.

